

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

Indicateurs économiques et sociaux : La performance au Québec et dans les pays scandinaves

Document de travail 2013/01

Stéphane **Paquin**
Jean-Patrick **Brady**
Pier-Luc **Lévesque**
Luc **Godbout**

8 mai 2013

REMERCIEMENTS

La *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

LA MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques** (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Au Québec, les lieux communs et officiels où praticiens, cadres de l'État et chercheurs peuvent échanger sur les nouveaux défis touchant la fiscalité et les finances publiques sont rares. De plus, la recherche dans ces domaines est généralement de nature unidisciplinaire et néglige parfois l'aspect multidisciplinaire des relations entre l'État et ses contribuables. La **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques** tire sa raison d'être de ces deux réalités. La mission principale de la Chaire est de stimuler la recherche et la formation interdisciplinaires par le regroupement de professeurs et de chercheurs intéressés par la politique économique de la fiscalité. Pour plus de détails sur la **Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques**, vous pouvez consulter son site officiel à l'adresse suivante : <http://www.usherbrooke.ca/chaire-fiscalite/>.

Stéphane Paquin est professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Il collabore aux travaux de la CFFP. **Jean-Patrick Brady** et **Pier-Luc Lévesque** sont des doctorants avec le professeur Paquin à l'ENAP.

Luc Godbout est professeur à la Faculté d'administration de l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la CFFP.

Les auteurs expriment leur reconnaissance à des chercheurs de l'Observatoire de l'administration publique de l'ENAP qui ont accepté de faire une révision à l'aveugle des résultats ainsi qu'à Suzie St-Cerny pour ses commentaires constructifs. Nous dégageons évidemment toutes ces personnes de quelque responsabilité que ce soit pour le produit final. Les opinions exprimées n'engagent que les auteurs, ces derniers assument l'entière responsabilité des commentaires et des interprétations figurant dans la présente étude.

Merci à la *Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques* pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques
Faculté d'administration, Université de Sherbrooke
2500, boul. de l'Université
Sherbrooke (Québec) J1K 2R1
Téléphone : (819) 821-8000, poste 61353
Télécopieur : (819) 821-7396
Courriel : cffp.adm@usherbrooke.ca

TABLE DES MATIÈRES

Mise en contexte	1
La démographie	3
L'activité économique	9
Le marché du travail	12
Le commerce extérieur	15
L'endettement public.....	18
Les inégalités des revenus	21
Conclusion	24
Bibliographie	25

MISE EN CONTEXTE

Les pays scandinaves¹, qui se situent au sommet des pays les plus taxés, les plus syndiqués et les plus interventionnistes des pays de l'OCDE, sont aussi parmi ceux qui, sur une période de trente ans, s'en sortent relativement bien en matière de croissance économique et font mieux que les autres en matière de lutte contre les inégalités sociales.

Pourtant, les années 1980 et le début des années 1990 avaient été très difficiles, à un point tel que plusieurs avaient annoncé la mort du modèle scandinave. À l'époque, ces pays connaissaient de sérieux problèmes, allant d'un ralentissement de la croissance économique, d'une augmentation importante du chômage, d'une croissance importante des déficits et de l'endettement public jusqu'au rachat de fleurons nationaux comme Volvo par des entreprises étrangères.

De nos jours, les pays scandinaves affichent une bonne santé économique. Ils figurent en tête des pays qui ont les taux d'emploi les plus élevés au monde, qui sont les plus productifs, les plus égalitaires et les plus agréables à vivre. Leur grande réussite a été de trouver le moyen d'assurer une grande sécurité aux individus au moyen de politiques sociales importantes et interventionnistes, tout en offrant la flexibilité nécessaire aux entreprises et à l'économie. Ils ont également réussi à augmenter la productivité de l'État dans divers secteurs, notamment en santé.

On dit souvent du Québec qu'il est un État social-démocrate en Amérique du Nord et nous voulons savoir comment il s'en sort comparativement aux pays scandinaves. Cette recherche repose sur le fait que dans les débats publics et les recherches universitaires, le Québec est de plus en plus comparé aux pays scandinaves, mais généralement sur un nombre limité

¹ Bien qu'elle soit très certainement un pays social-démocrate, la Norvège a été exclue de cette étude, car la part très importante des ressources naturelles sur le PIB fausse complètement la comparaison. Elle est de 30,3 %, comparativement à 4,3 % pour la Suède, à 4,5 % pour la Finlande et à 6,4 % pour le Danemark. Dans le cas du Canada, la part des ressources naturelles est de 11,5 % pour la moyenne canadienne et de 6,4 % pour le Québec, soit plus que la Suède et la Finlande, mais comme le Danemark (Centre sur la productivité et la prospérité (2012), *Productivité et prospérité au Québec. Bilan 2012*, HEC Montréal, p. 44).

d'indicateurs. Il n'y a pas que la gauche qui louange les pays scandinaves, la revue *The Economist* a souvent de bons mots pour eux tout comme l'Institut économique de Montréal par exemple.

La situation économique actuelle du Québec présente certaines similarités avec celle des pays nordiques au début des années 1990. Ces derniers ont réussi à mettre en œuvre des réformes importantes qui leur ont permis de rebondir. À ce titre, les pays scandinaves sont un extraordinaire laboratoire d'idées et de façons de faire qui pourrait inspirer les réformes à venir au Québec.

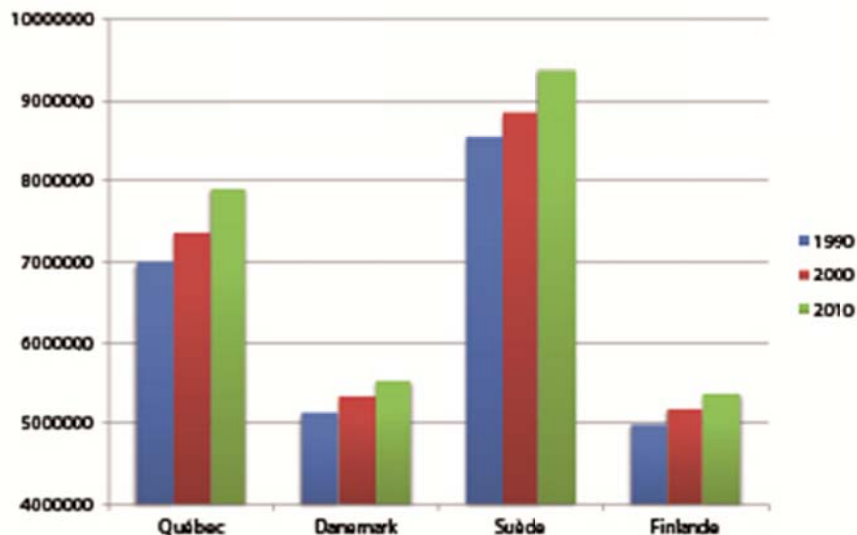
LA DÉMOGRAPHIE

Sur le plan démographique, comment se présente le Québec comparativement aux pays scandinaves? Comme l'illustre le **graphique 1**, les populations de la Finlande et du Danemark ont actuellement environ 5,5 millions d'habitants, alors que celle de la Suède s'élève à 9,4 millions d'habitants. En 2012, le Québec a atteint le seuil des 8 millions d'habitants. Ainsi, même si des différences demeurent dans l'environnement international contemporain, le Québec et les pays scandinaves constituent des ensembles politiques au poids démographique similaire.

Partant de ce constat, une autre question émerge. Le Québec connaît-il un vieillissement de la population plus rapide que la Suède, le Danemark et la Finlande? La question est d'une importance primordiale lorsque l'on se penche sur des sujets tels que la gestion des fonds de pension, la dette publique ou le système de santé. Par exemple, on pourrait légitimement penser qu'un pays ayant une population plus âgée aura tendance à augmenter ses dépenses en santé par habitant ou encore qu'il verra la taille de sa population active diminuer. Évidemment, cela risque d'accroître la pression budgétaire sur les États développés tout en diminuant leur capacité de rembourser ou de contrôler l'endettement public. Bref, lors d'analyses comparatives, la prise en compte du facteur démographique se révèle essentielle parce qu'elle met des spécificités nationales importantes en relief.

Au **graphique 1**, on note que tous les États étudiés ont connu une croissance de leur population entre 1990 et 2010, laquelle devrait se poursuivre entre 2010 et 2030. C'est au Québec que la population a augmenté le plus rapidement entre 1990 et 2010 avec une hausse totale de 13,0 %. Dans les pays scandinaves, l'augmentation de la population a été de l'ordre de 7,6 % pour le Danemark et la Finlande, alors que la Suède enregistrait une hausse plus importante à 9,6 %. Entre 2010 et 2030, la population devrait croître de 11,4 % au Québec comparativement à 5,5 % au Danemark, 9,1 % en Finlande et 10,3 % en Suède.

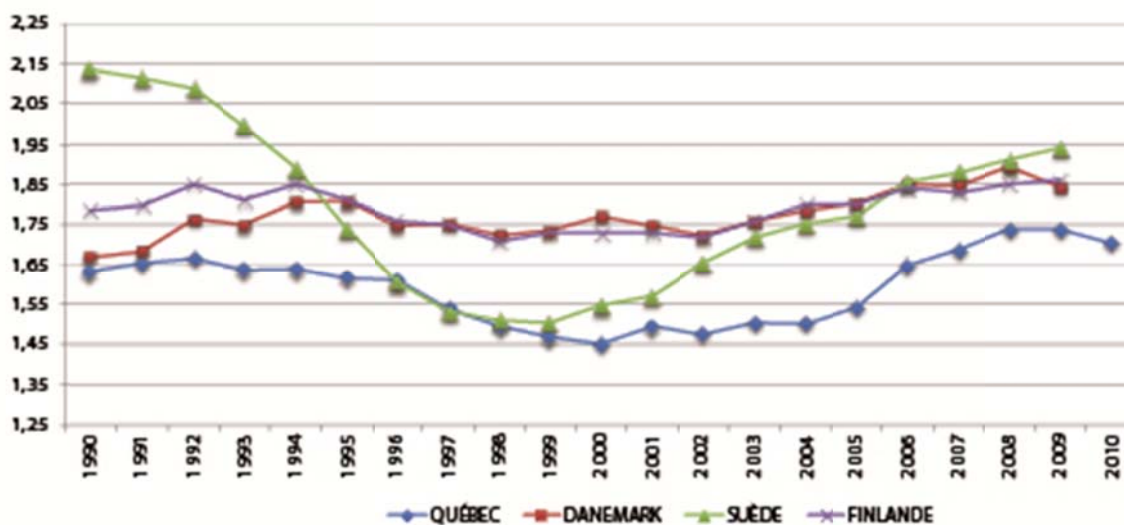
Graphique 1 : Évolution des populations



Source : OECD Statextracts, Cansim 051-0001.

Pour ce qui est de l'origine de l'augmentation des populations, il convient de se demander si les hausses sont surtout attribuables à la croissance naturelle de la population ou au solde migratoire. Les données du **graphique 2** indiquent que tous les ensembles nationaux étudiés ont un taux de fécondité sous le taux de renouvellement.

Graphique 2 : Évolution des taux de fécondité

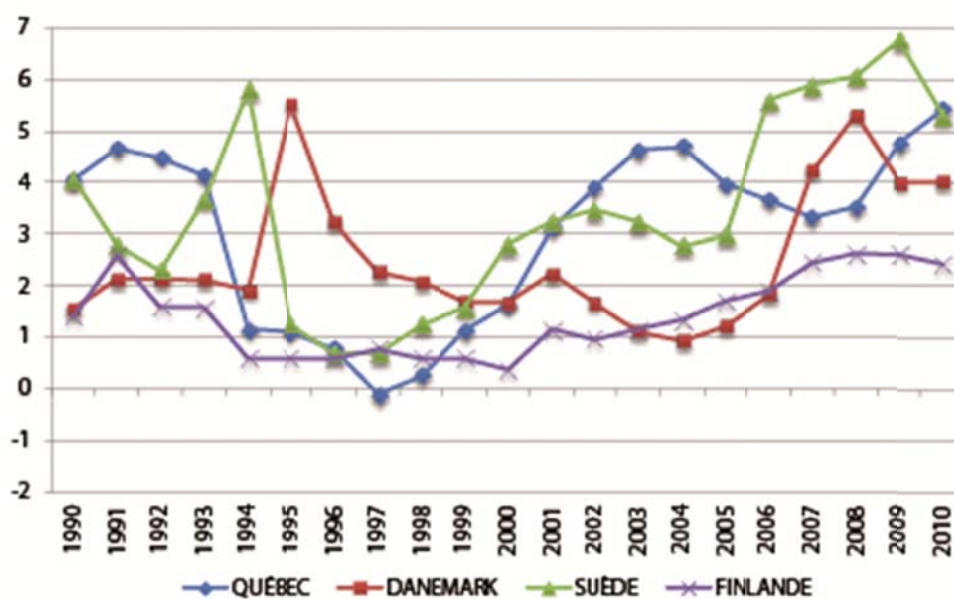


Source : OECD Statextracts, Institut de la statistique du Québec : « Taux de fécondité selon le groupe d'âge ».

Malgré une amélioration récente, le Québec affichait un indice synthétique plus faible que les pays scandinaves, et ce, pour toutes les années étudiées. La Suède présente les plus grands écarts de fécondité durant la période couverte, soit de 1990 à 2010. Après avoir affiché le taux le plus élevé de 1990 à 1994, la fécondité suédoise a diminué à un niveau comparable à celui du Québec de 1996 à 1999 avant de redevenir le pays avec la fécondité la plus forte en 2009.

Le **graphique 3** précise également que tous les États étudiés ont eu recours à l'immigration pour accroître leurs populations entre 1990 et 2010. En dépit d'une immigration relativement soutenue pour l'ensemble de la période analysée, les pays ont connu de fortes variations de leurs soldes migratoires annuels. Par exemple, la Suède a enregistré un solde positif de 6,8 arrivants par 1 000 habitants en 2009, alors que le même indice n'était que de 0,7 en 1996. De manière similaire, le Québec a connu un départ de -0,11 personne par 1 000 habitants en 1997, alors qu'il gagnait 5,4 citoyens par 1 000 habitants dans son solde migratoire de 2010. Enfin, en moyenne, le Québec et la Suède sont les entités où les soldes migratoires ont été les plus élevés durant les deux décennies étudiées avec 3,1 et 3,4 migrants annuels par 1 000 habitants.

Graphique 3 : Évolution du solde migratoire en migrants par 1 000 habitants



Source : OECD Statextracts, Institut de la statistique du Québec : « Migrations internationales et interprovinciales ».

Note : Dans le cas du Québec, nous avons considéré les migrations interprovinciales comme des migrations internationales.

En ce qui concerne la répartition de la population selon les groupes d'âge, on remarque des écarts assez importants d'un ensemble national à l'autre. En effet, lorsque l'on examine le **tableau 1**, on peut noter que le groupe d'âge des moins de 15 ans était nettement plus important au Québec que dans les pays scandinaves en début d'analyse. De 1990 à 1992, l'écart qui séparait le Québec du Danemark comptait plus de 4 points de pourcentage. Cependant, l'importance démographique des moins de 15 ans dans la société québécoise a diminué rapidement à partir de 1995 et 1996. Ce faisant, la proportion de jeunes dans la population québécoise a rejoint progressivement la Finlande et la Suède en 2010. Pour ces trois ensembles politiques, les jeunes représentaient désormais moins de 17 % de la population totale. En 2030, avec 15 %, c'est au Québec que la part relative des jeunes de moins de 15 ans sera la plus faible alors qu'elle était la plus élevée en 1990.

Pour ce qui est de la part des citoyens âgés de 65 ans et plus dans la population totale, les pays scandinaves doivent composer avec un vieillissement de la population depuis plus longtemps que le Québec. Cela dit, on constate également que l'évolution de ce groupe démographique est beaucoup plus stable dans des pays tels que la Suède et que le vieillissement s'accélère au Québec et en Finlande.

En 1990 par exemple, le groupe des personnes âgées ne représentait que 10,8 % de la population québécoise, alors qu'il constituait déjà 17,8 % de la population suédoise. Toujours au début des années 1990, les personnes âgées de la Finlande ou du Danemark étaient relativement plus nombreuses que celles du Québec, mais cet écart s'est rapidement rétréci jusqu'en 2010. Si l'on compare le Danemark avec le Québec, les Danois âgés de 65 ans et plus occupaient un espace démographique plus important que leurs pairs québécois, soit de l'ordre de 4,8 points de pourcentage en 1990; ce fossé n'était plus que de 1,3 point de pourcentage en 2010. Bien que le vieillissement des populations scandinaves se soit poursuivi, la part des personnes âgées de 65 ans et plus n'a pas profondément changé au Danemark et en Suède depuis 1990. Respectivement, leur taux de personnes âgées n'a augmenté que de 1,0 et de 0,5 point de pourcentage. Dans le cas de la Finlande et du Québec, on assiste à des vieillissements accélérés. En vingt ans, la part des 65 ans et plus dans la population finlandaise a crû de 3,9 points de pourcentage et de 4,5 points de pourcentage dans le cas du Québec. En somme, même si le Québec compte encore moins de personnes âgées de 65 ans et plus dans sa population totale, on observe un vieillissement plus rapide dans la province que dans les

pays scandinaves. Ce phénomène va se poursuivre au Québec au cours des prochaines décennies avec l'arrivée massive des baby-boomers à la retraite. Alors que la part relative des personnes âgées de 65 ans et plus était significativement plus faible au Québec que dans les pays scandinaves en 1990, elle sera en 2030 comparable à celles de la Suède et de la Finlande et même supérieure à celle du Danemark.

Finalement, on peut examiner la part des 15 à 64 ans dans les différentes populations étudiées. Avec le rétrécissement accéléré de sa population des moins de 15 ans et une part moins grande des 65 ans et plus, le Québec maintient une proportion des 15 à 64 ans généralement supérieure à celles des pays scandinaves. À l'inverse, la part des 15 à 64 ans est longtemps demeurée plus faible en Suède qu'ailleurs. En 1990, on remarquait effectivement un écart de 5,1 points de pourcentage dans les parts respectives que représentaient les 15 à 64 ans québécois et suédois. Si le poids des personnes âgées de 15 à 64 ans avait une importance relative plus élevée au Québec que dans les pays scandinaves en 1990, en 2030 ce titre reviendrait au Danemark. De plus, l'écart constaté de 5,1 points en 1990 ne sera plus que de 1,9 en 2030.

Enfin, toutes les tendances mises en relief indiquent une transformation plus rapide de la pyramide des âges au Québec que dans les pays scandinaves.

**Tableau 1 : Répartition de la population par groupes d'âge
1990, 2010 et 2030**

	DANEMARK	FINLANDE	SUÈDE	QUÉBEC
1990				
Moins de 15 ans	17,1 %	19,3 %	17,9 %	21,2 %
15 à 64 ans	67,4 %	67,3 %	64,3 %	69,4 %
65 ans et plus	15,6 %	13,4 %	17,8 %	10,8 %
2010				
Moins de 15 ans	18,0 %	16,6 %	16,6 %	16,8 %
15 à 64 ans	65,5 %	66,2 %	65,1 %	69,0 %
65 ans et plus	16,6 %	17,3 %	18,3 %	15,3 %
2030				
Moins de 15 ans	17,2 %	16,1 %	16,1 %	15,0 %
15 à 64 ans	60,3 %	57,8 %	57,8 %	59,7 %
65 ans et plus	22,6 %	26,1 %	26,1 %	25,3 %

Source : OCDE, Données historiques et projections de la population (1950-2050), Statistique Canada, tableau CANSIM 051-0001, Institut de la statistique du Québec (2009), Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2006-2056.

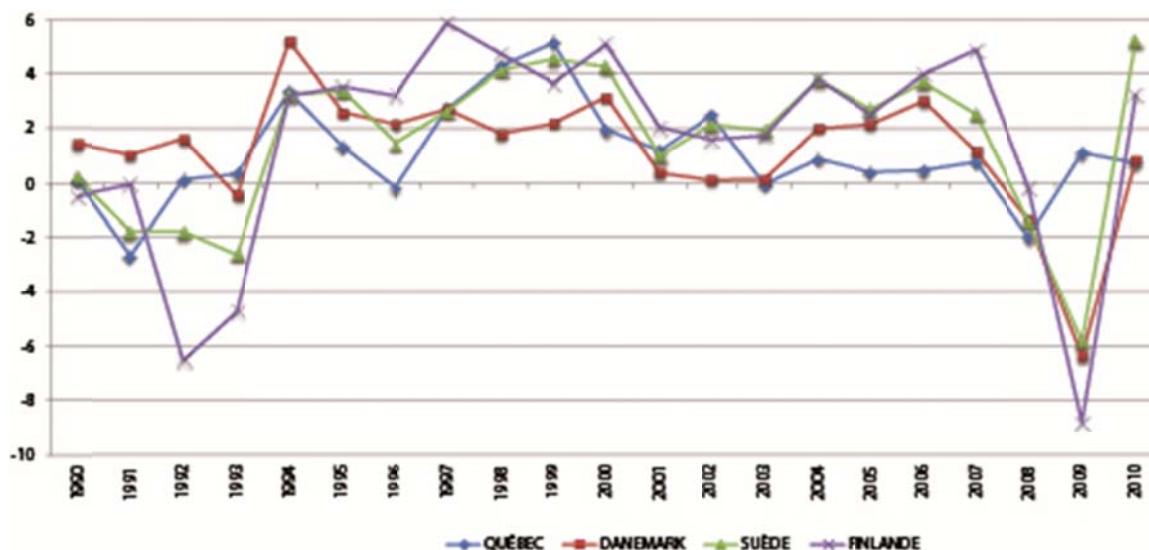
L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Le Québec a-t-il connu une croissance économique comparable à celle des pays scandinaves entre 1990 et 2010? En 1993, 1998, 1999, 2002 et 2009, la croissance réelle du PIB québécois a été la plus forte, mais comme l'illustre le **graphique 4**, sur l'ensemble de la période, la Suède a vu son PIB réel augmenter de 51,6 %, le Danemark de 47,1 % et la Finlande de 36,7 %. Au cours de la même période, la croissance réelle du PIB au Québec a été de 39,9 %².

En tenant compte de l'évolution de la population, on constate au **graphique 5** que l'écart entre le PIB par habitant réel du Québec et ceux de la Suède, de la Finlande ou du Danemark demeurait relativement modéré au début de la période étudiée. En effet, en 1990, le PIB par habitant réel du Québec se classait au troisième rang, devant la Finlande. Le retard du PIB par habitant réel du Québec sur ceux de la Suède ou du Danemark s'élevait respectivement à 487 et 1 311 dollars américains constants (année de base de l'OCDE : 2005). Autrement dit, en dollars constants et à la parité du pouvoir d'achat, les PIB par habitant des quatre ensembles politiques étudiés se classaient entre 23 024 et 25 442 dollars américains, un écart de 10,5 % entre le pays le plus riche (le Danemark) et le plus pauvre (la Finlande). Jusqu'en 2006, ce sont les Danois qui ont détenu le plus important PIB par habitant réel. La Suède afficha l'indice le plus élevé les quatre années suivantes.

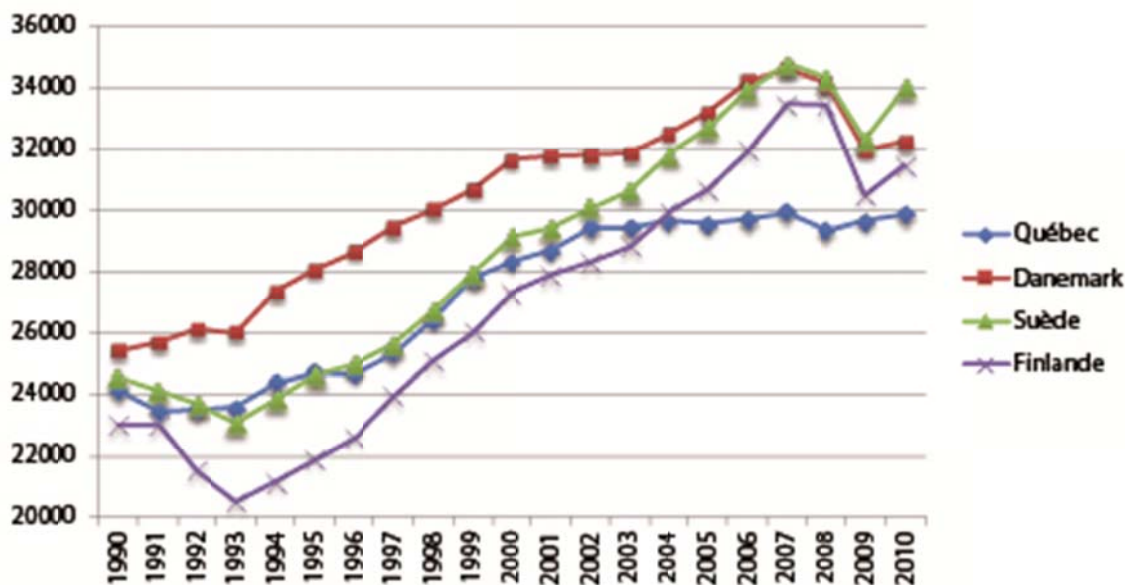
² Ces données ont été calculées en parité du pouvoir d'achat (PPA).

Graphique 4 : Croissance annuelle du PIB réel par habitant



Source : OECD Statextract, Cansim 051-0001, 384-0002, 385-0001.

Graphique 5 : Évolution du PIB par habitant réel (dollars américains constants, PPA constante)



Source : OECD Statextract, Cansim 051-0001, 384-0002, 385-0001.

À l'inverse, les Finlandais ont maintenu le PIB par habitant réel le plus faible jusqu'en 2003, avant de dépasser le Québec l'année suivante. Le PIB par habitant réel québécois était également supérieur à celui de la Suède de 1992 à 1994. Du reste, l'écart entre ces deux

derniers est demeuré relativement mince jusqu'au tournant du millénaire pour ensuite se creuser. Alors que l'écart entre les PIB suédois et québécois n'était que de 150 dollars américains en 1999, il est passé à 4 844 dollars américains huit ans plus tard. Sur l'ensemble de la période, le PIB réel par habitant du Québec progressait de 23,9 % contre 26,8 % au Danemark, 38,3 % en Suède et 36,8 % en Finlande.

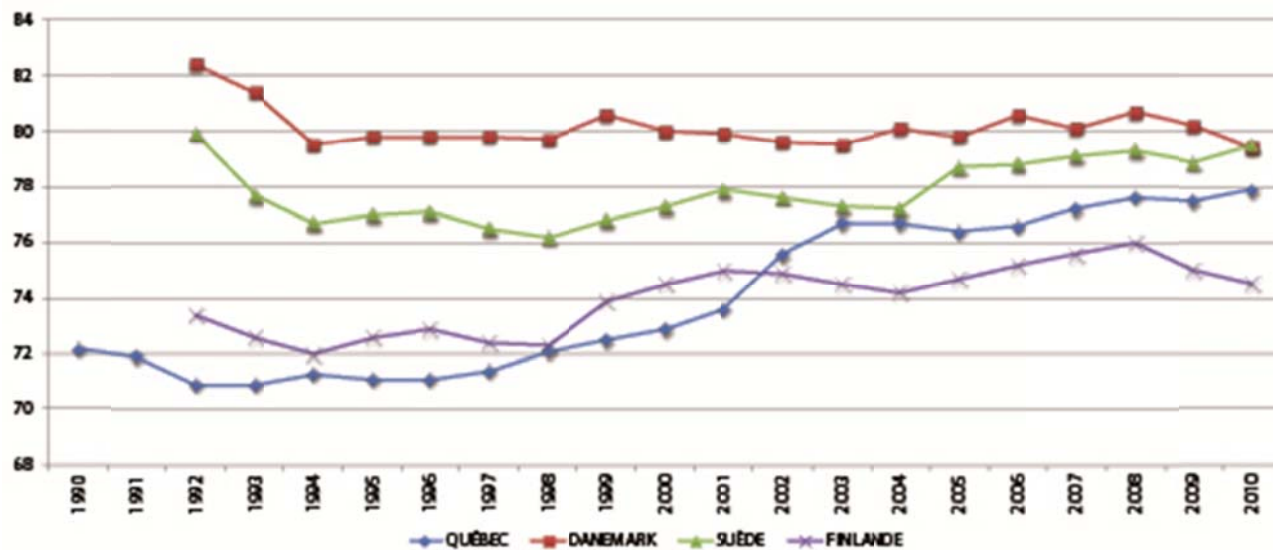
En résumé, les quatre ensembles politiques étudiés ont maintenu des PIB par habitant relativement similaires au début des années 1990, mais un fossé s'est progressivement creusé entre les pays scandinaves et le Québec.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'évolution du marché du travail au Québec est-elle comparable à celle des pays scandinaves entre 1990 et 2010? Au **graphique 6**, on peut remarquer que le Danemark se pose en champion incontesté de la participation des 15 à 64 ans au marché du travail. En 1990, son taux d'activité se situait à 84,7 % contre 72,9 % au Québec, une différence de 11,8 points de pourcentage. Cela dit, l'augmentation du taux d'activité québécois au cours de la période aura eu pour effet de rétrécir considérablement cet écart jusqu'en 2011. Avec un taux d'activité alors de 77,4 % au Québec, l'écart n'était plus que de 2,9 points de pourcentage.

Des tendances semblables s'observent en matière de taux d'emploi : les pays scandinaves ont une longueur d'avance sur le Québec, mais le taux d'emploi de la province augmente progressivement, passant de 72,2 % en 1990 à 77,9 % en 2010. En 2011, le Québec devance la Finlande de 2,2 points de pourcentage et se trouve à moins de 2,7 points de pourcentage de la Suède.

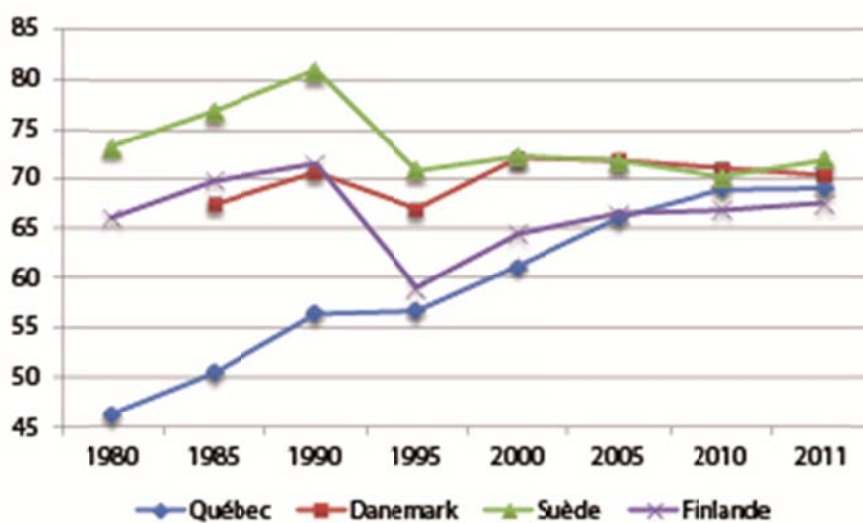
Graphique 6 : Évolution du taux d'activité des 15 à 64 ans



Source : EUROSTAT, Cansim 051-0001, 282-0002, 282-0004.

Au **graphique 7**, on constate un rattrapage manifeste du Québec en matière de taux d'emploi féminin. En effet, en 1980, le taux d'emploi féminin québécois était largement inférieur à ceux observés dans les pays scandinaves, mais cet écart a diminué au cours des deux décennies qui ont suivi. En 2000, par exemple, la différence entre le taux du Québec et celui de la Suède était de 11 points de pourcentage et passera à seulement 1,4 point de pourcentage dix ans plus tard. En 2010, très peu d'écart subsistait entre les taux d'emploi féminins des différentes entités.

Graphique 7 : Évolution du taux d'emploi féminin de 15 à 64 ans



Source : Cansim 282-0002.

Enfin, les données du **tableau 2** indiquent qu'en matière d'intensité du travail le Québec maintient une moyenne d'heures travaillées annuelles similaire à celles de la Finlande ou de la Suède. En 2011, les Québécois travaillaient en moyenne 1 645 heures par an alors que la moyenne dans les pays scandinaves oscillait entre 1 690 pour les Finlandais et 1 537 heures pour les Danois.

En ce qui a trait à la productivité du travail mesurée par le PIB par heure travaillée en 2011, c'est le Danemark qui affichait l'indice le plus élevé avec 51,3 dollars américains contre 49,9 en Suède et 47,9 en Finlande. Le Québec obtenait la performance la plus faible avec un PIB par heure travaillée de 42,5 dollars américains.

En résumé, malgré un solide rattrapage en matière de participation au marché du travail (taux d'activité et taux d'emploi), le Québec demeure toujours sous la Suède et le Danemark. Par ailleurs, même si l'intensité du travail (moyenne des heures travaillées) est plus élevée au Québec qu'en Suède ou au Danemark, les Québécois obtiennent la plus faible productivité du travail (PIB par heure travaillée).

Tableau 2 : Intensité du travail et productivité en 2011

	MOYENNE DES HEURES TRAVAILLÉES ANNUELLEMENT	PIB PAR HEURE TRAVAILLÉE, EN DOLLARS AMÉRICAINS
Danemark	1 537	51,3
Finlande	1 690	47,9
Suède	1 624	49,9
Québec	1 645	42,5

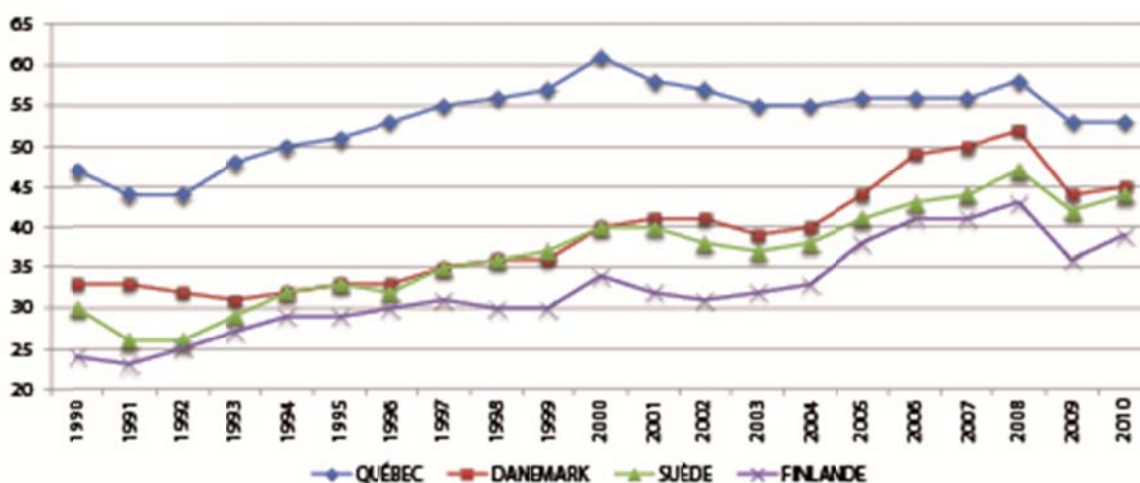
Sources : OCDE (2012), Niveaux de la productivité du travail pour l'ensemble de l'économie, Paris, <http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LEVEL&Lang=fr>

Institut de la statistique du Québec (2012), Principaux indicateurs économiques du Québec : niveaux annuels, Direction des statistiques économiques et du développement durable, Québec, www.stat.gouv.qc.ca/princ_indic/publications/indicat_ANNU.pdf

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Quelle est la situation des exportations et des importations du Québec³ comparativement aux pays scandinaves? Entre 1990 et 2010, la Suède, la Finlande, le Danemark et le Québec ont haussé leur intégration à l'économie mondiale. Les **graphiques 8 et 9** nous permettent effectivement d'observer une augmentation des importations et des exportations en proportion du PIB.

Graphique 8 : Évolution des importations en pourcentage du PIB



Source : World « Databank », Cansim 386-0002, 384-0002.

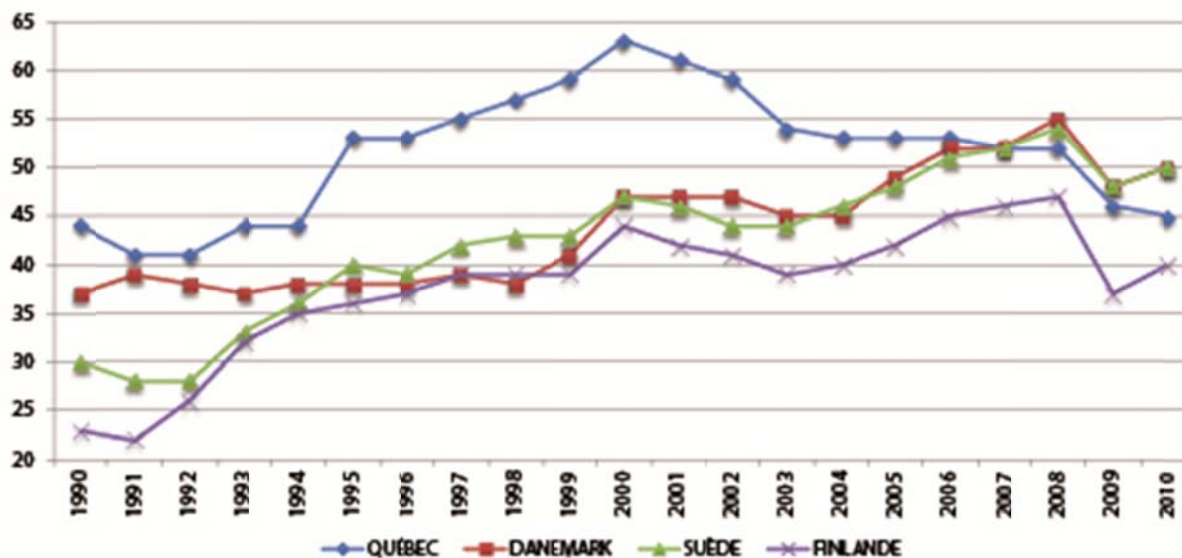
La Finlande est d'abord le pays scandinave qui a importé le moins de biens et services au cours de la période. En 1990, ses importations ne représentaient que 24 % de son PIB, contre 30 % en Suède et 33 % au Danemark. Vingt ans plus tard, les taux d'importation passent à 45 % du PIB au Danemark, à 44 % du PIB en Suède et à 39 % du PIB en Finlande. Le Québec importe davantage que les autres pendant l'ensemble de la période étudiée. Son niveau d'importation passe de 47 % du PIB en 1990 à 53 % en 2010 avec un sommet à 61 % en 2000. En moyenne,

³ Pour le Québec, le commerce extérieur comprend les échanges internationaux et interprovinciaux.

les pays scandinaves voient donc leurs importations sur le PIB augmenter de 13,7 points de pourcentage contre seulement 6 points au Québec.

À quelques variations près, le **graphique 9** sur les exportations présente des tendances similaires. Le Québec exporte relativement plus que les pays scandinaves au cours de la période, mais c'est également le territoire qui voit son ratio d'exportation sur le PIB augmenter le moins rapidement. En 1990, les exportations québécoises représentent 44 % de son PIB contre 45 % en 2010. Toutefois, le poids des exportations en proportion du PIB est en déclin depuis 2000, année au cours de laquelle il atteignait 63 % du PIB. Contrairement au Québec, les exportations des pays scandinaves ont progressé plus vite que les importations au cours de la période. Par exemple, les exportations de la Suède ont progressé de 20 points de pourcentage entre 1990 et 2010, alors que ses importations n'augmentaient que de 14 points de pourcentage. Enfin, après avoir maintenu la part d'exportation sur le PIB la plus importante des entités étudiées, le Québec est dépassé par le Danemark et la Suède à partir de 2008. Au cours de la période, la croissance la plus remarquable sur le plan des exportations revient à la Suède qui fait passer son taux de 30 % du PIB en 1990 à 50 % du PIB vingt ans plus tard.

Graphique 9 : Évolution des exportations en pourcentage du PIB

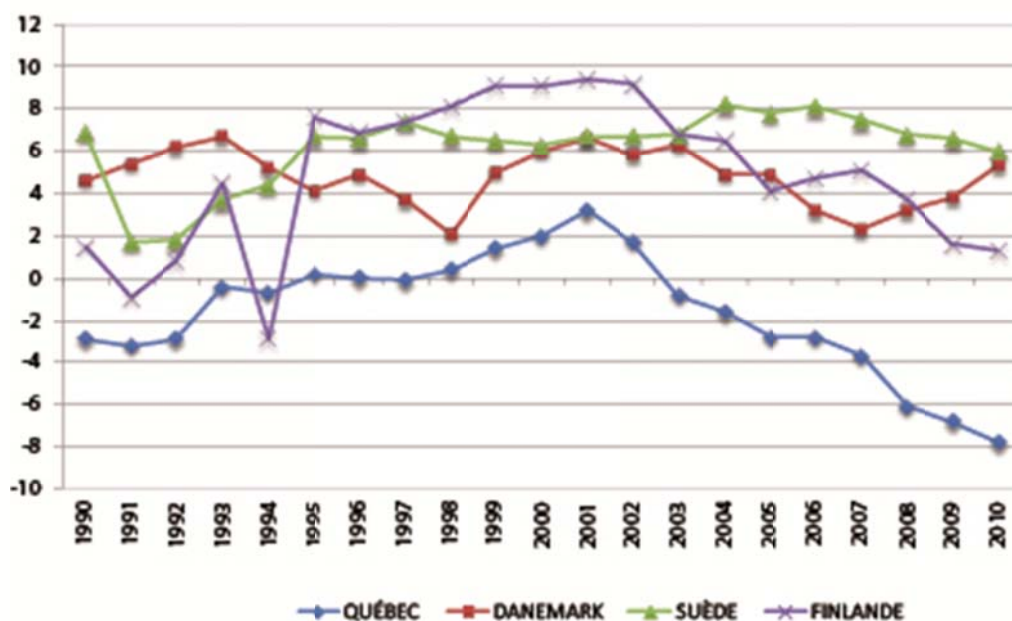


Source : World « Databank », Cansim 386-0002, 384-0002.

En ce qui concerne l'évolution de la balance commerciale pour la période, le **graphique 10** montre que le Québec se distingue par un solde souvent négatif comparativement aux pays

scandinaves. En effet, le Québec connaît quatorze années de solde commercial déficitaire alors que le Danemark et la Suède enregistrent vingt années ininterrompues de solde commercial positif.

Graphique 10 : Évolution du solde commercial international (et interprovincial pour le Québec) en pourcentage du PIB



Source : World « Databank », Cansim 386-0002, 384-0002.

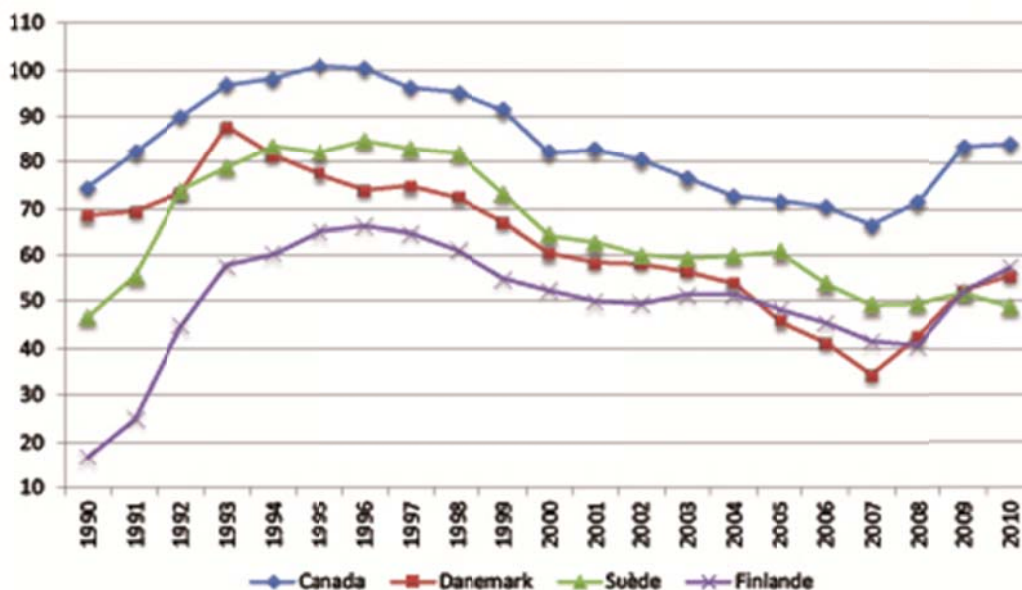
En moyenne, entre 1990 et 2010, les soldes commerciaux scandinaves annuels en proportion du PIB sont positifs et représentent 6,2 % en Suède, 4,8 % au Danemark et 4,9 % en Finlande. Pendant ce temps, le Québec affichait une balance commerciale annuelle moyenne déficitaire de 1,6 % du PIB. Depuis 2001, le Québec a aussi connu une chute de son solde commercial pour atteindre -7,8 % du PIB en 2010.

Pour l'ensemble de la période, le Québec exporte et importe donc plus, en pourcentage de son PIB, que les pays scandinaves. Cependant, son solde commercial tend surtout à être négatif, alors que la situation inverse prévaut dans les pays scandinaves.

L'ENDETTEMENT PUBLIC

Le Québec affiche-t-il un niveau d'endettement public plus important que celui des pays scandinaves? Il n'est pas simple de répondre à une telle question, car les données de l'OCDE sont le résultat d'une méthodologie particulière, elles portent sur des pays souverains et la détermination de la portion québécoise de la dette canadienne fédérale demeure sujet de débats. Pour cette raison, nous ferons dans un premier temps une comparaison historique plus large entre le cas canadien et les pays scandinaves.

Graphique 11 : Évolution des dettes publiques nationales en pourcentage du PIB



Source : Panorama des statistiques de l'OCDE 2006 (pour 1990 à 1996) et de l'OECD Factbook 2011 (pour 1997 à 2010).

Note : Les données représentent les engagements financiers publics de toutes les administrations publiques d'un même ensemble national (gouvernement central, territoires, États, provinces, municipalités, ainsi que les entreprises publiques détenues par l'une ou l'autre de ces entités).

Selon les données de l'OCDE, les pays scandinaves ont assisté à une diminution assez marquée du poids de leur dette par rapport à leur PIB. Après de fortes augmentations, les dettes publiques des pays scandinaves ont atteint leur sommet des vingt dernières années

entre 1993 et 1996. Dans cet intervalle, les engagements financiers publics bruts maximaux par rapport au PIB s'élevaient à 87,7 % pour le Danemark, à 84,4 % pour la Suède et à 66,2 % pour la Finlande. Depuis, ces niveaux ont décliné presque sans interruption jusqu'à la « grande récession » de 2008.

Dans son ratio mesurant les engagements financiers bruts en proportion du PIB, le Danemark retrancha 58 points de pourcentage entre 1993 et 2007, la performance la plus enviable chez les pays étudiés. De son côté, la Suède a réduit ce même indice de 35 points de pourcentage en onze ans, alors que la Finlande, qui était initialement moins endettée, le réduisait de 25,6 % en douze ans. Entre 1995 et 2007, le Canada parvint lui aussi à retrancher 35,1 points de pourcentage à sa dette publique mesurée en proportion du PIB, même si elle demeura toujours plus élevée que celles des pays scandinaves. En effet, lorsque la dette publique canadienne atteignait son niveau « plancher » en 2007 avec un ratio de 66,7 %, elle demeurait plus élevée que la dette danoise de 32,4 points de pourcentage.

En 2009, en tenant compte des effets de la grande récession de 2008, la dette danoise représentait 51,2 % du PIB, celle de la Finlande était passée à 51,8 % du PIB, tout comme celle de la Suède. Toujours en 2009, le Canada affichait pour sa part une dette publique de 82,4 % du PIB. Au même moment, la moyenne des dettes publiques dans les pays de l'OCDE se maintenait à un niveau de 92,5 % du PIB par pays. Aux États-Unis, en Allemagne et en France, le même indice se situait respectivement à 89,7 %, 77,2 % et 91,2 % du PIB.

Pour ce qui est du Québec, la situation est évidemment plus complexe et il faut demeurer prudent lorsque l'on compare ses statistiques à celles des pays scandinaves. Puisque le Québec n'est pas un État souverain, il faut déterminer le montant de la dette globale relative à l'ensemble des administrations publiques sur le territoire québécois en appliquant la même méthodologie que l'OCDE. En utilisant le montant de la dette québécoise déterminée selon cette approche par le ministère des Finances du Québec et en ajoutant la part relative de la dette fédérale qui devrait être soutenue par les contribuables québécois, il est possible de mesurer le poids des engagements financiers bruts au Québec. Comme l'illustre le tableau 3, il existe trois manières différentes pour attribuer une part de la dette fédérale au Québec. En effet, les calculs en fonction de la part québécoise de la population canadienne, au prorata des revenus fiscaux et en proportion du PIB québécois sur le PIB canadien, peuvent tous être considérés.

Néanmoins, il faut reconnaître qu'en 2009, peu importe la méthodologie employée, la dette publique du Québec était beaucoup plus lourde que celles des pays scandinaves, même si elle demeure comparable à celle de la moyenne des pays de l'OCDE.

Tableau 3 : Comparaison du poids de la dette en proportion du PIB

	DETTE/PIB (2009)
Québec (incluant la dette fédérale % de la population)	93,7
Québec (incluant la dette fédérale selon les revenus fédéraux)	85,2
Québec (incluant la dette fédérale en % du PIB québécois sur le PIB canadien)	87,9
Danemark	51,2
Suède	51,8
Finlande	51,8

Source : Cansim, Budget du gouvernement du Québec 2010-2011 et « Perspectives économiques de l'OCDE » n° 91.

Note : Les résultats québécois ont été calculés à partir de la dette fédérale déterminée dans le budget du Québec 2010-2011 qui a par la suite été mis au prorata selon le poids démographique, le poids des revenus fiscaux ou le poids du PIB.

LES INÉGALITÉS DES REVENUS

Les pays scandinaves sont souvent cités en exemple comme les sociétés les plus égalitaires au monde. Assiste-t-on, comme dans plusieurs pays de l'OCDE, à une croissance des inégalités des revenus dans les pays scandinaves? Et qu'en est-il du Québec? La distribution des revenus se fait-elle plus ou moins également au sein de la population québécoise et dans les pays scandinaves?

Tout d'abord, il est possible de qualifier les inégalités des revenus à partir d'une analyse des différents coefficients de Gini. Cette mesure sert à calculer la dispersion statistique des revenus à l'intérieur d'un pays. Plus l'indice tend à être égal à zéro, plus la dispersion des revenus entre les citoyens est faible. Inversement, plus l'indice se rapproche de un, plus les inégalités de revenus sont fortes. Lorsque le coefficient de Gini est appliqué aux revenus des ménages ou des individus, il permet de comparer les disparités de revenus dans le temps ou avec d'autres juridictions.

Les données pour le milieu des années 1990 et la fin des années 2000 ont été sélectionnées afin de vérifier si des changements majeurs avaient effectivement cours. Comme on peut le constater au tableau 4, les coefficients de Gini (avant impôts et transferts) ont peu varié. Ils ont légèrement diminué dans les pays scandinaves et faiblement augmenté au Québec et au Canada. Malgré tout, on note que les revenus sont répartis plus également au Québec qu'en Finlande.

Une fois pris en compte les effets de l'imposition et des transferts gouvernementaux, les inégalités sont toujours plus manifestes au Québec que dans les pays scandinaves, mais plus faibles que celles observées au Canada. Même si le Québec s'est montré plus égalitaire que le Canada, son niveau d'inégalité des revenus après impôts et transferts se situe entre celui des pays scandinaves et celui des pays anglo-saxons. En effet, si l'on compare les données de la fin des années 2000, la dispersion des revenus au Québec ressemble davantage à celle de la France ou de l'Allemagne alors que son indice de Gini reste légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE qui s'établissait à 0,314.

Il importe également de souligner que dans chacun des territoires étudiés les inégalités après impôts et transferts se sont accrues au cours de la période observée. Toutefois, c'est au Québec que l'indice de Gini a le moins augmenté (0,027) comparativement à une hausse variant de 0,033 à 0,048 dans les pays scandinaves. Ce faisant, le Québec voit sa position comparative s'améliorer. Au début de la période observée, l'écart du coefficient de Gini était de 0,065 entre le Québec et la Suède, à la fin il se situe à 0,044.

En conclusion, les pays scandinaves ont maintenu des indices de Gini parmi les moins élevés des pays de l'OCDE au cours des deux dernières décennies. En ce sens, ils figurent donc parmi les meneurs des pays développés en matière d'égalité des revenus, même si leurs indices de Gini ont eu tendance à s'apprécier. De son côté, le Québec a été en mesure de mieux contrôler l'augmentation des inégalités de revenus après impôts et transferts. Néanmoins, il conserve un indice de Gini comparable à celui des pays d'Europe continentale, qui sont moins égalitaires que les pays scandinaves, mais davantage que les pays anglo-saxons.

Tableau 4 : Évolution du coefficient de Gini avant et après impôts et transferts, milieu des années 1990 et fin des années 2000

	MILIEU DES ANNÉES 1990		FIN DES ANNÉES 2000		ÉVOLUTION DU COEFFICIENT DE GINI	
	Coefficient de Gini (avant impôts et transferts)	Coefficient de Gini (après impôts et transferts)	Coefficient de Gini (avant impôts et transferts)	Coefficient de Gini (après impôts et transferts)	Coefficient de Gini (avant impôts et transferts)	Coefficient de Gini (après impôts et transferts)
Danemark	0,417	0,215	0,416	0,248	-0,001	0,033
Finlande	0,479	0,218	0,465	0,259	-0,014	0,041
Suède	0,438	0,211	0,426	0,259	-0,012	0,048
Canada	0,440	0,289	0,441	0,324	0,001	0,035
Québec	0,444	0,276	0,449	0,303	0,005	0,027

Source : OECD, Income Distribution and Poverty Income distribution - Inequality ; Tableau CANSIM 202 0709.

Note : Les ratios QC/Canada dans CANSIM appliqués aux données du Canada dans l'OCDE (pour le Canada, milieu 1990 = 1995 et fin 2000 = 2008 selon documentation de l'OCDE).

CONCLUSION

Malgré les progrès importants du Québec, notamment en matière de rattrapage de participation des femmes au marché du travail et sa meilleure maîtrise de l'augmentation des inégalités de revenus après impôts et transferts, les pays scandinaves offrent tout de même une meilleure performance globale des indicateurs économiques et sociaux.

Les pays scandinaves ne s'en sortent pas seulement bien en comparaison avec le Québec. Ces pays tirent relativement bien leur épingle du jeu lorsque l'on regarde du côté de la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant à parité du pouvoir d'achat comparativement à d'autres pays de l'OCDE. Malgré une accélération de la concurrence mondiale, on remarque que sur une période de 30 ans (1981-2011), avec une croissance annuelle moyenne de 1,94 % pour la Finlande, de 1,84 % pour la Suède et de 1,51 % pour le Danemark, les résultats de la Suède et de la Finlande dépassent non seulement la croissance observée au Canada (1,38 %) et au Québec (1,30 %), mais également celle des États-Unis (1,66 %) ou de la France (1,29 %)⁴.

La Suède, le Danemark et la Finlande font ainsi la démonstration de la fausseté de la thèse sur l'inéluctabilité du déclin des petits États interventionnistes. En fait, ils confirment leur capacité de s'adapter dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle.

Le Québec rencontre aujourd'hui des problèmes économiques importants et il serait avisé de mieux étudier les réformes au sein de ces pays afin de s'en inspirer au Québec.

⁴ Centre sur la productivité et la prospérité (2012), *Productivité et prospérité au Québec. Bilan 2012*, HEC-Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

Anonyme (2011). Toronto Notes 2011, Toronto, McGraw-Hill Medical Publishing.

Banque mondiale. World « Databank », <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do>

Central intelligence agency. CIA World Factbook 2011, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/>

Centre sur la productivité et la prospérité (2012). Productivité et prospérité au Québec. Bilan 2012, Montréal, HEC Montréal.

Conseil des ministres de l'Éducation du Canada (2010). À la hauteur : Résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE, Ottawa.

Institut canadien d'information sur la santé (2012). Dépenses en médicaments au Canada, de 1985 à 2011, Ottawa, ICIS.

Institut canadien d'information sur la santé (2011). Nombre répartition et migration des médecins canadiens 2010, Ottawa, ICIS.

Institut canadien d'information sur la santé (2010). Tendances des dépenses nationales en santé 1975-2010, Ottawa, ICIS.

Institut de la statistique du Québec (2012). Principaux indicateurs économiques du Québec : Niveaux annuels, Direction des statistiques économiques et du développement durable, Québec, http://www.stat.gouv.qc.ca/princ_indic/publications/indicat_ANNU.pdf

Institut de la statistique du Québec (2009). Vers l'égalité entre les femmes et les hommes? Comparaisons Europe-Amérique du Nord.

Joanis, M. et L. Godbout (dir.) (2009). Le Québec économique 2009, Québec, Presses de l'Université Laval.

L'Observatoire de l'administration publique (2012). « La dette », L'État québécois en perspective, Les publications du Québec, <http://www.etatquebécois.enap.ca/fr/index.aspx?sortcode=1.1.1.1>.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (2010). La performance des jeunes en lecture, en mathématique et en sciences : Résultats obtenus par les élèves québécois de 15 ans, Québec.

Ministère des Finances du Canada (2012), Debt Management Report 2010-2011, Gouvernement du Canada, <http://www.fin.gc.ca/dtman/2010-2011/dmr-rgd11-eng.asp>

Ministère des Finances du Québec (2010). Debt Management Report 2010-2011, Gouvernement du Québec, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2010-2011/fr/>

OCDE (2008). Croissance et inégalités : distributions des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE, Paris, OCDE.

OCDE (2011). OECD Factbook 2011, http://www.oecd-ilibrary.org/economics/oecd-factbook-2011-2012_factbook-2011-en

OCDE. OECD Health Data 2011, http://www.oecd.org/document/30/0,3746,en_2649_37407_12968734_1_1_1_37407,00.html

OCDE (2012). « Perspectives économiques de l'OCDE », OECD iLibrary, n° 91, http://stats.oecd.org/BrandedView.aspx?oecd_bv_id=eo-data-fr&doi=data-00606-fr